

Index AI : PRE01/188/2012
12 April 2012

Le bilan catastrophique de la Corée du Nord en matière de droits humains obscurcit le « Jour du soleil »

Le « Jour du soleil » – nom officiel du centenaire de la naissance de Kim Il-sung, fondateur de la République populaire démocratique de Corée – est l'occasion de braquer les projecteurs sur l'épouvantable bilan du pays en matière de droits humains, a déclaré Amnesty International.

D'après le gouvernement nord-coréen, dimanche 15 avril, date du centenaire, est le jour lors duquel le pays deviendra une « nation forte et prospère ».

Près d'un million de Nord-Coréens sont morts de faim depuis les années 90, tandis que des millions d'autres souffrent des effets sur leur santé de la crise alimentaire persistante.

Actuellement, des centaines de milliers d'individus considérés comme des opposants au régime sont incarcérés dans des camps aux pratiques brutales, tels que le tristement célèbre camp de prisonniers politiques de Yodok. La liberté d'expression est inexistante dans le pays.

« Les autorités parlent de force et de prospérité mais il s'agit en réalité d'un rêve utopique pour les Nord-Coréens », a déploré Rajiv Narayan, spécialiste de la Corée à Amnesty International.

« Pour faire de son pays une " nation forte et prospère ", Kim Jong-un, le nouveau dirigeant nord-coréen, devrait faire marche arrière sur le terrain de la répression caractérisant la Corée du Nord depuis des décennies. Il faudrait également accorder une priorité élevée à de véritables mesures visant à assurer que l'ensemble de la population bénéficie de denrées alimentaires et de soins de santé de base.

« Des centaines de milliers de personnes survivent dans les camps de prisonniers dans les pires conditions que l'on puisse imaginer. Il s'agit d'endroits dissimulés aux yeux de tous, où sont bafouées la quasi-totalité des dispositions protégeant les droits humains. »

Le camp de prisonniers politique de Yodok, où sont détenus quelque 50 000 hommes, femmes et enfants, est l'un des six camps connus dans le pays, dans lesquels environ 200 000 prisonniers politiques et leurs familles sont incarcérés sans jugement ou à l'issue de procès d'une iniquité flagrante.

Les témoignages d'anciens gardiens et détenus de Yodok ont révélé que les prisonniers y sont fréquemment soumis au travail forcé, et victimes d'actes de torture et d'exécutions.

Des parents de personnes soupçonnées de crimes sont également envoyés à Yodok, en vertu d'un système de « culpabilité par association » utilisé pour étouffer la contestation et contrôler la population au moyen de la peur.

En janvier 2012, au moins 31 Nord-Coréens ayant été arrêtés en Chine auraient été renvoyés de force en Corée du Nord. Ces personnes pourraient être incarcérées dans des camps de prisonniers politiques, où

elles risquent de connaître les travaux forcés et la torture, et même d'être exécutées.

Les autorités nord-coréennes refusent de reconnaître l'existence de ces camps de prisonniers politiques.

Des militants d'Amnesty International du monde entier ont signé des pétitions et rédigé des appels à l'intention des autorités nord-coréennes afin de les inciter à fermer Yodok et d'autres camps de prisonniers politiques.

« Les autorités nord-coréennes doivent admettre que ces camps existent – elles doivent fermer le camp de prisonniers politiques de Yodok, et faire cesser ces atteintes scandaleuses et systématiques aux droits humains », a conclu Rajiv Narayan.

Notes aux rédacteurs

- Jeudi 12 avril, des spécialistes de la Corée du Nord à Amnesty International seront disponibles pour des interviews à Londres et Washington DC.
- Des images, dont des images satellite de camps de prisonniers politiques, sont disponibles
- Des militants d'Amnesty International du monde entier ont signé des pétitions et rédigé des appels à l'intention des autorités nord-coréennes afin de les inciter à fermer Yodok et d'autres camps de prisonniers politiques. Plus de 165 000 actions ont été menées et des exemplaires de celles-ci seront remis aux autorités par le biais de l'ambassade de Corée du Nord en Suisse, jeudi 12 avril.
- Précédentes déclarations d'Amnesty International sur la Corée du Nord :
 Craintes pour la sécurité de neuf personnes renvoyées en Corée du Nord par les autorités chinoises (29 février 2012)
<http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/fears-nine-forcibly-returned-china-north-korea-2012-02-29>
Corée du Nord. La mort de Kim Jong-il pourrait constituer une bonne occasion pour les droits humains (19 décembre 2011)
<http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/north-korea-kim-jong-il-s-death-could-be-opportunity-human-rights-2011-12-1>
Corée du Nord. Des images satellite révèlent l'étendue de camps pour prisonniers politiques (3 mai 2011)
<http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/north-korea-images-reveal-scale-political-prison-camps-2011-05-03>